

**COMMISSION DES FINANCES ET
DU BUDGET****COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN
EN DE BEGROTING**

du

van

MARDI 13 MARS 2007

DINSDAG 13 MAART 2007

Matin

Voormiddag

La réunion publique est ouverte à 10 h 09 par M. François-Xavier de Donnea, président.

01 Questions jointes de

- **M. Luk Van Biesen** au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "le projet 'Paperless Douanes et Accises' et le bureau de douane unique" (n° 14577)

- **M. Hagen Goyvaerts** au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "le retard dans l'introduction de la douane 'sans papiers'" (n° 14590)

01.01 Luk Van Biesen (VLD) : La nouvelle déclaration électronique Paperless Douanes et Accises (PLDA) et la création du seul bureau bruxellois chargé d'en assurer le traitement ont déjà été reportés plusieurs fois. Ce retard nuit à la rentabilité des investissements considérables que le monde des entreprises et les pouvoirs publics ont réalisés dans la nouvelle application. Ce projet, qui devrait permettre aux entreprises de faire une économie de 32 millions d'euros, reste au point mort. Conséquence : les ports belges risquent de perdre des parts de marché. De plus, la réglementation européenne concernant les nouvelles formules de déclaration est en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007, ce qui devrait nous valoir sous peu une mise en demeure de la Commission européenne.

Ces deux projets sont-ils encore prioritaires aux yeux du gouvernement, comme cela a été annoncé lors du conseil des ministres du 26 juin 2006 ? A quelle date le gouvernement souhaiterait-il désormais les mettre en œuvre, compte tenu du fait que la PLDA n'est que le point de départ d'un grand plan pluriannuel européen ? Le 1^{er} juillet nous attend déjà l'échéance suivante, en l'occurrence pour le projet Export Control System.

01.02 Hagen Goyvaerts (Vlaams Belang) : Le 23 janvier 2007 déjà, j'avais posé une question sur le retard qu'accusait ce dossier. Il s'avère à présent qu'Unisys n'est pas seulement responsable de la débâcle à la justice mais aussi des retards dans l'introduction de la douane sans papiers.

Les engagements et les délais auxquels le secrétaire d'État s'était référé le 23 janvier 2007 sont-ils toujours d'actualité ? La date du 2 avril sera-t-elle respectée ? Ya-t-il des raisons de résilier le contrat avec Unisys ? Y a-t-il de nouveaux développements dans ce dossier ?

01.03 Hervé Jamar, secrétaire d'État (*en néerlandais*) : Le bureau unique et la PLDA constituent toujours une priorité pour le gouvernement et pour le SPF Finances. La réalisation de la PLDA a encouru du retard en raison de la grande complexité de l'application. L'ensemble des modules fait actuellement l'objet de tests et il est remédié aux fautes constatées. Les travaux progressent bien.

Le passage de l'application actuelle au nouveau PLDA comprend des risques. C'est pourquoi la mise en place du système se fera en deux phases : dès le 4 juin, les entreprises pourront recourir volontairement au système PLDA, tandis qu'à partir du 1^{er} octobre, il sera obligatoire.

Durant les semaines à venir, le personnel sera formé et transféré vers le bureau unique. L'attribution d'agents à ce bureau fera l'objet de discussions avec les représentants du personnel. L'arrêté ministériel fixant la date du début des activités du bureau devrait paraître sous peu. Tout est mis en œuvre pour maintenir le 1^{er} juillet comme date de lancement.

Suivront d'autres projets qui s'inscrivent tous dans le cadre du plan stratégique pluriannuel. Le Conseil des ministres a marqué son accord de principe pour l'adjudication d'un accord cadre, de sorte que la concrétisation puisse avoir lieu durant les affaires courantes.

(En français) La date du 2 avril m'a été communiquée par les douanes. L'administrateur des douanes et son équipe font le maximum pour faire fonctionner au mieux ce système. Pour ce faire, on va travailler d'abord sur base volontaire et, ensuite, pour tout le monde à partir du 1^{er} octobre.

Nous ne sommes pas le seul pays européen à avoir eu des difficultés à mettre en oeuvre ce système. Il y a un an, les entreprises qui collaborent avec les douanes avaient elles-mêmes demandé un délai pour adapter leurs systèmes informatisés au nouveau système PLDA.

01.04 Luk Van Biesen (VLD) : Selon toute évidence, il s'agit donc encore d'une priorité pour le gouvernement. Il faut à présent mobiliser toutes les énergies pour respecter les échéances.

Le bureau unique ne peut pas fonctionner sans collaborateurs bien formés et en nombre suffisant. Pour le monde des entreprises, cela représente une occasion importante en termes de simplification et de *return on investments*.

Évitons de prendre encore du retard et d'établir un lien avec le projet Phenix, qui concerne une application totalement différente du même fournisseur.

01.05 Hagen Goyvaerts (Vlaams Belang) : Il est manifestement impossible de créer un cadre plus souple pour recruter le personnel du bureau unique. La date du 2 avril ne sera pas respectée et il est question de six mois de retard. C'est dommage.

Je n'ai pas établi de comparaison avec le dossier Phenix, qui est nettement plus vaste et plus complexe, mais il est tout de même frappant qu'il s'agit de la même entreprise.

Nous espérons que le secrétaire d'État s'occupe activement du dossier PLDA, car les entreprises flamandes y comptent bien.

L'incident est clos.

02 Question de M. Jacques Chabot au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "l'éventuelle taxation des agents pensionnés de l'OTAN" (n° 14530)

02.01 Jacques Chabot (PS) : Plusieurs retraités de l'OTAN sont partis à la pension sous le régime du fonds de prévoyance, ce qui signifie qu'ils ne disposent pas d'une pension, mais ont reçu un capital fixe. Ce capital est-il taxable ? Quel régime fiscal doit être appliqué s'il est placé en Belgique ou à l'étranger ? Un précompte est-il retenu en Belgique ou au niveau européen ? Ces personnes doivent-elles le mentionner dans leur déclaration à l'IPP, voire à l'impôt des non-résidents ? Ce système est-il spécifique à l'OTAN ou existe-t-il dans d'autres institutions internationales ? Ces personnes ayant été exemptées fiscalement pendant leur carrière, en va-t-il de même pour les intérêts de ce capital ?

02.02 Hervé Jamar, secrétaire d'État *(en français)* : Vous faites référence aux fonctionnaires visés à l'article 17 de la Convention de 1951 sur le statut de l'OTAN, des représentants nationaux et du personnel international.

Selon l'article 19 de cette Convention, seuls les appointements et émoluments de l'organisation à ses fonctionnaires en activité sont exemptés d'impôt. Ces derniers ne bénéficient pas de l'exception de domicile fiscal. S'ils résident en Belgique, ils sont donc redevables de l'IPP sur leurs revenus, qu'ils proviennent ou non du placement du capital en Belgique ou à l'étranger.

Les capitaux de pension que reçoivent ces fonctionnaires sont donc imposables en Belgique et susceptibles d'être imposés à un taux distinct. De tels capitaux doivent faire l'objet d'une retenue de précompte professionnel.

Outre ce régime de pension propre à l'OTAN, mon administration n'a pas connaissance de régimes semblables dans d'autres institutions internationales.

L'incident est clos.

03 Question de M. Hagen Goyvaerts au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "l'utilisation du scanner mobile à la douane de Zeebrugge" (n° 14538)

03.01 Hagen Goyvaerts (Vlaams Belang) : Lorsque les syndicats ont mené une action le 6 mars en vue d'améliorer les conditions de travail des services de douane à Zeebrugge, ils ont souligné que le scanner mobile n'était plus utilisé depuis des mois. L'appareil a coûté 4 millions d'euros mais le département des Finances ne veut manifestement pas acquérir de piliers en aluminium pour délimiter la zone de sécurité autour de l'appareil.

Est-il exact que le scanner mobile n'est plus utilisé depuis des mois ? Pour quelles raisons ? Quelles sont les mesures prises par le ministre ?

03.02 Hervé Jamar, secrétaire d'État (*en néerlandais*) : Depuis 2001, les autorités fédérales investissent systématiquement dans de nouvelles technologies de contrôle et de détection pour les services de douane. Le scanner mobile acquis en 2001 était le premier scanner de conteneurs en Belgique. D'autres ont été acquis depuis, notamment le scanner fixe d'Anvers et les *scanvans* de Zaventem et de Bierseet. L'an dernier, le port d'Anvers a également acquis un nouveau scanner mobile. La construction d'une installation de scanner double a également été entamée sur la rive gauche.

En 2008, le port de Zeebrugge sera également doté d'un scanner fixe. En attendant, il sera fait usage de l'ancien scanner mobile d'Anvers, transféré le 14 décembre 2006 après une révision complète. Le personnel a suivi la formation nécessaire au mois de janvier. Le scanner a été confié à la société d'entretien le 24 janvier pour des raisons techniques et a été ramené à Zeebrugge le 12 février. Le 13 février, il était déjà utilisé dans le cadre d'une action à Westkapelle. Il servira aux contrôles journaliers dès cette semaine.

03.03 Hagen Goyvaerts (Vlaams Belang) : Cette réponse nuance la boutade du syndicaliste. Je suivrai le dossier.

L'incident est clos.

04 Questions jointes de

- **M. Carl Devlies au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "la signature d'une convention tendant à éviter la double imposition conclue avec le paradis fiscal Macao" (n° 14558)**

- **M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "la convention tendant à éviter la double imposition conclue avec Macao" (n° 14592)**

04.01 Carl Devlies (CD&V) : La Chambre a récemment adopté une proposition de résolution de M. Van der Maelen relative à la lutte contre la fraude fiscale internationale et les paradis fiscaux. J'ai déjà interpellé M. Reynders sur la convention préventive de la double imposition avec Hong Kong bien que cette ville ne figure pas sur la liste officielle des paradis fiscaux. Le gouvernement vient de signer une convention préventive de la double imposition avec Macao qui, en revanche, figure sur cette liste.

Quel objectif le gouvernement cherche-t-il à réaliser par la signature de cette convention ? L'article 73,4° de l'arrêté royal joint au Code des impôts sur les revenus sera-t-il adapté après la ratification de cette convention ? Quels intérêts économiques la Belgique défend-elle en signant une convention préventive de la double imposition avec ce mini-État ?

04.02 Dirk Van der Maelen (sp.a-spirit) : Je me félicite que le CD&V se préoccupe du respect de cette résolution, bien que ce parti se soit abstenu lors du vote.

L'article 26 de la convention a-t-il été fondé sur le tout dernier modèle de convention de l'OCDE ? Une réglementation administrative sera-t-elle mise en place entre les deux États afin que l'échange d'informations puisse se dérouler aisément ?

04.03 **Hervé Jamar**, secrétaire d'État (*en néerlandais*) : Le 19 juin 2006, une convention tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale a été signée entre la Belgique et la région administrative spéciale de Macao de la République populaire de Chine. Cette convention permet de renforcer les relations économiques avec Macao.

Eu égard au statut spécial de Macao vis-à-vis de la Chine et au dynamisme de l'économie chinoise, cette convention offre des perspectives intéressantes aux entreprises belges qui projettent d'étendre leurs activités à la Chine et à Macao. La signature de la convention préventive de la double imposition ne signifie pas que la région de Macao sera rayée de la liste des pays qui figure à l'article 73,4° de l'arrêté royal d'exécution du Code des impôts sur les revenus.

Lorsqu'il n'est pas satisfait aux conditions relatives à la déduction RDT, les dispositions de la convention préventive de la double imposition sont appliquées, ce qui signifie que la taxe prélevée à la source sur les dividendes à Macao est déduite de la taxe belge sur les dividendes.

Macao ne figure pas sur la liste des paradis fiscaux publiée par l'OCDE. L'article 26 de la convention préventive de la double imposition signée avec Macao traite de l'échange d'informations entre les autorités fiscales. Cet article reproduit dans une large mesure l'article analogue du modèle de convention OCDE de 2005 mais n'inclut toutefois aucune disposition concernant l'échange de données bancaires. Dès l'entrée en vigueur de la convention, je suis disposé à conclure un accord administratif en ce qui concerne l'échange de renseignements.

(*En français*) M. Van der Maelen connaît les échanges de vues sur ces aspects de la résolution pour laquelle nous avons abouti à un accord. Néanmoins, je reste assez d'accord avec votre philosophie.

04.04 **Carl Devlies** (CD&V) : Si nous nous sommes abstenus lors du vote sur la proposition de résolution concernant les paradis fiscaux, c'est parce que les auteurs de cette proposition appartiennent aux partis qui participent au gouvernement. Or on ne peut pas dire que ce gouvernement se distingue par une politique de lutte active contre les opérations fiscales dans les paradis fiscaux.

Quoique, dans notre législation, Macao soit défini clairement comme un paradis fiscal, le gouvernement s'empresse de conclure avec lui une convention préventive de la double imposition, alors qu'il n'en a pas encore signé une avec les Etats-Unis. J'estime qu'il devrait à tout le moins fournir des arguments suffisants avant de retrancher Macao de la liste belge de paradis fiscaux.

Dans la motivation de sa résolution, M. Van der Maelen a évoqué également la nécessité de prendre des mesures contre les pays qui ne sont pas considérés traditionnellement comme des paradis fiscaux mais qui font usage de régimes fiscaux préférentiels dans le but d'attirer des capitaux et des investissements au détriment des autres Etats.

Nous avons convenu dans notre commission de consacrer un débat global aux conventions préventives de la double imposition ainsi qu'aux actions menées par la Belgique dans le domaine de la fiscalité sur le plan international. Or à ce jour, ce débat ne s'est pas encore tenu. Ces conventions fiscales devraient être traitées d'abord par notre commission des Finances. Aujourd'hui, elles ne sont examinées qu'en commission des Relations extérieures.

04.05 **Hervé Jamar**, secrétaire d'État (*en français*) : Il est dommage que vous n'ayez pas assisté aux discussions en commission Mondialisation. La Chambre a créé cette commission spéciale pour discuter pendant des heures de tous ces aspects. Mais les représentants du CD&V ne sont venus que quelques minutes !

M. Van der Maelen confirmera que nous avons discuté de la question, notamment de la double imposition, qui doit s'accompagner d'accords administratifs, plutôt que faire mine d'ignorer que nous n'investissons pas dans ces pays.

J'invite M. Devlies à lire le rapport de cette commission Mondialisation, pour être rassuré en la matière !

Le président : À défaut de conventions, les gens honnêtes qui investissent dans ces pays et déclarent leurs revenus seraient pénalisés. Ceux qu'il convient de pourchasser sont ceux qui profitent d'un paradis fiscal

sans déclarer leurs revenus.

La tradition veut que la commission des Affaires étrangères discute ce type de conventions, mais la Chambre a confié cette tâche à la commission Mondialisation. En rediscuter maintenant serait superfétatoire.

04.06 Dirk Van der Maelen (sp.a-spirit) : Monsieur Devlies se trompe et ferait bien de lire le rapport de la Commission pour la Mondialisation. Les pays qui figurent sur la liste de l'article 73 ne sont pas assimilés aux paradis fiscaux. Ils jouissent d'un système fiscal préférentiel qui impose toutefois de prendre certaines mesures.

Pour lutter efficacement contre la fraude fiscale, il faut un échange d'informations optimal. En l'absence de convention d'échange d'informations entre les ministères au moment venu, mon parti n'approuvera pas la convention visant à éviter la double imposition avec Macao.

J'ai étudié les conventions d'imposition récentes. Il existe trois types de pays, à savoir les pays qui appliquent un système fiscal ordinaire, les paradis fiscaux et les pays qui se situent dans ce que j'appellerais la zone grise. Des conventions visant à éviter la double imposition basées sur la dernière convention type de l'OCDE doivent être conclues avec les pays comme Macao qui appartiennent à ce troisième groupe. Un examen sommaire de cette convention préventive de la double imposition m'a amené à constater qu'elle ne repose pas sur la dernière convention type de l'OCDE.

Si cette convention n'est pas conforme à la dernière convention type de l'OCDE ou si aucune convention favorisant l'échange des informations n'est signée entre la Belgique et Macao, je n'approuverai pas cette convention visant à éviter la double imposition.

04.07 Carl Devlies (CD&V) : Je me souviens des débats à propos de la convention préventive de la double imposition avec Hong Kong, qui a été certes rédigée conformément au modèle de l'OCDE, mais qui n'est pas interprétée dans le même esprit. La Belgique a opté pour une interprétation juridique au lieu d'une interprétation économique.

Une nouvelle étape est à mon avis franchie avec cette convention préventive de la double imposition avec Macao. L'article 73, 4° de l'arrêté royal me paraît être une liste de paradis fiscaux ou de pays réputés tels. Pourquoi veut-on encore conclure cette convention après celle passée avec Hong Kong ? En réalité, c'est de la Chine dont il est principalement question ici.

Quoi qu'il en soit, nous allons examiner ce traité de façon approfondie. Je suis d'accord avec les principes avancés par M. Van der Maelen. Je m'en étais d'ailleurs fait le porte-parole lors de la discussion sur la convention préventive de la double imposition avec Hong Kong.

04.08 Hervé Jamar, secrétaire d'État (*en français*) : Nous pouvons nous rejoindre sur la philosophie. Mais ceci était antérieur au vote de la résolution.

Je souhaite qu'à l'avenir les accords soient simultanés en termes d'échange d'informations par rapport au traité de double imposition. Le prochain ministre des Affaires étrangères devra gérer tout cela.

Le Parlement pourra difficilement s'immiscer dans des négociations avec tel ou tel pays. Nous devons évoluer vers un système basé sur la dernière version de l'OCDE. Conclure simultanément un accord sur l'échange d'informations sera un des défis de la prochaine législature.

04.09 Carl Devlies (CD&V) : Aucun accord n'a encore été atteint concernant l'échange d'informations. M. Van der Maelen ne pourra dès lors pas approuver la convention. Lors de l'examen de la résolution, j'ai regretté que la pratique ne respecte pas les principes énoncés.

04.10 Hervé Jamar, secrétaire d'État (*en français*) : Nous comptons conclure un accord et allons le mettre en œuvre.

L'incident est clos.

05 Question de M. Carl Devlies au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "l'état

d'avancement des projets Copernic" (n° 14559)

05.01 Carl Devlies (CD&V) : Où en sont les 56 projets Copernic au SPF Finances ? Combien sont achevés ? Combien le seront avant la fin de cette législature ? Selon certaines sources, les projets auraient pris un certain retard. Quelles en sont les raisons ?

05.02 Hervé Jamar, secrétaire d'Etat (*en néerlandais*) : Les plans de BPR du SPF Finances ont été élaborés entre la fin 2001 et 2003. En 2005, il a été décidé d'en entamer la réalisation sur le terrain. Les 56 projets ont été préparés simultanément sous l'autorité directe des administrateurs et administrateurs généraux. Il était nécessaire de préparer ces projets de façon précise et structurée étant donné que la modernisation a lieu à grande échelle et que les services journaliers ne peuvent être entravés.

La modernisation ne peut bien entendu se faire que progressivement, et partant, il est normal que certains projets soient plus avancés que d'autres. Les douze projets actuellement en chantier peuvent être immédiatement mis en oeuvre. Le gouvernement lancera cette semaine des concertations sur le calendrier d'exécution et sur les moyens nécessaires pour réaliser ces projets avant la fin de 2007.

05.03 Carl Devlies (CD&V) : Je ne suis guère plus informé. Manifestement, il faut attendre le sommet de Louvain de la semaine prochaine pour en savoir plus. Il me semble que les résultats sont assez maigres, après toutes ces années de réformes.

05.04 Hervé Jamar, secrétaire d'Etat (*en français*) : Ce n'est pas dans le cadre d'une telle question que l'on peut dresser un bilan de Coperfin, qui représente 56 projets et inclut toute la gestion du personnel. Il faudrait une matinée pour étudier Coperfin dans le détail ! Je vais donc m'arrêter là, pour ne pas dépasser le temps imparti.

Le **président** : Nous y reviendrons certainement cet après-midi.

05.05 Carl Devlies (CD&V) : Je renvoie au rapport publié en décembre 2003, quand le secrétaire d'Etat était encore jeune et enthousiaste. Peut-être pourrait-il comparer ce texte à la situation telle que nous la connaissons aujourd'hui ?

L'incident est clos.

06 Question de M. Carl Devlies au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "l'évolution récente en ce qui concerne l'application de l'exonération de l'impôt des sociétés sur les subsides en capital et en intérêts (art. 193bis CIR)" (n° 14560)

06.01 Carl Devlies (CD&V) : J'ai déjà posé cette question voici quinze jours, mais la réponse que j'ai reçue à l'époque était incomplète. Or, ce point est important pour les entreprises qui se préparent à remplir leur déclaration d'impôts.

L'article 193bis du CIR dispose que « les subsides en capital et en intérêt attribués par les Régions dans le cadre de la législation d'expansion économique en vue de l'acquisition ou de la constitution d'immobilisations incorporelles et corporelles à des sociétés, sont des revenus exonérés dans le chef de celles-ci. Pour la Flandre, l'aide à la croissance tombe sous l'application de cette mesure. Selon l'article 13 §4 de l'arrêté du gouvernement flamand du 10 octobre 2003, l'entreprise demandeuse de cette aide peut aussi faire réaliser un investissement par une société de patrimoine appartenant au même groupe ».

Les entreprises qui établissent aujourd'hui leurs comptes annuels doivent appliquer l'article 193, ce qui peut créer des difficultés. Si, conformément à la demande d'aide, un investissement est réalisé en foncier et en immobilier par une société de patrimoine qui reloue le bâtiment à la société demandeuse, l'aide sera reversée à la société de patrimoine. Le fisc reconnaîtra-t-il dans ce cas le caractère non imposable de l'aide pour la société de patrimoine ? Prendra-t-il en compte, pour l'entrée en vigueur de l'exonération, la période imposable pendant laquelle il a été procédé à la signification dans le chef de l'entreprise demandeuse ou de la société de patrimoine ?

06.02 **Hervé Jamar**, secrétaire d'État (*en néerlandais*) : L'aide à la croissance que vous évoquez tombe sous l'application de l'article 193bis §1 du CIR. Il ressort de l'article 362 du CIR que l'exonération s'applique uniquement dans le chef de la société demandeuse qui a obtenu les subsides en vue de l'acquisition ou de la constitution d'immobilisations ;

L'article 13 §4 de l'arrêté du gouvernement flamand dispose que les investissements peuvent être réalisés par une société de patrimoine appartenant au même groupe que l'entreprise demandeuse mais il ne modifie pas les conditions. Le fisc ne peut donc pas tenir compte de dispositions contractuelles entre les sociétés concernées pour déterminer quelle société tombe sous l'application de l'exonération.

L'incident est clos.

07 Questions jointes de

- **M. Carl Devlies** au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "le rapport de la Cour des comptes relatif à l'exécution des peines patrimoniales" (n° 14568)

- **M. Hagen Goyvaerts** au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "le rapport de la Cour des comptes relatif à l'exécution des peines patrimoniales" (n° 14607)

07.01 **Carl Devlies** (CD&V) : Selon un rapport récent de la Cour des Comptes, presque aucun progrès n'a été réalisé sur le plan de l'organisation du recouvrement des amendes pénales au cours des sept dernières années. Dans certains arrondissements, il en résulte une impunité de fait puisqu'on considère que l'huissier ne viendra pas. J'ai signalé ce problème au ministre et au secrétaire d'État à plusieurs reprises. Pourquoi le ministre ne réussit-il pas à assurer le fonctionnement efficace de cette administration ?

07.02 **Hagen Goyvaerts** (Vlaams Belang) : Le rapport de la Cour des comptes relatif à l'exécution des peines patrimoniales nous laisse perplexe. Si nous vivons effectivement dans un état modèle, comme le prétendent les socialistes et les libéraux, je devrai revoir d'urgence ma conception sur ce qu'est une bonne collaboration entre les départements. Par ailleurs, le rapport précise également que le Parlement n'obtient que des informations fragmentaires et douteuses. Je souhaite disposer d'un meilleur aperçu de la collaboration entre la Justice et les Finances et de la manière dont les amendes pénales et la confiscation spéciale sont réglées.

Comment se fait-il que les recommandations de la Cour des comptes de 2000 ont à peine été suivies ? Pourquoi le SPF Finances ne dispose-t-il pas d'une politique globale en ce qui concerne l'exécution des amendes pénales ? Pourquoi ne fixe-t-on pas d'objectifs à cet égard ? Pourquoi les SPF Justice et Finances n'ont-ils jamais désigné un responsable final pour l'exécution des amendes pénales ? Comment se fait-il que la direction générale des Finances ne maîtrise pas le processus d'exécution des amendes pénales ? Pourquoi ne dispose-t-on pas encore d'états fiscaux pour calculer le pourcentage de recouvrement des créances non fiscales et des amendes pénales ? Pourquoi le SPF Finances n'est-il pas doté de l'encadrement requis ? Pourquoi le recouvrement non fiscal des amendes pénales ne constitue-t-il pas une priorité ? Pourquoi n'existe-t-il toujours pas un système informatique intégré et uniformisé permettant d'assurer le suivi de l'exécution ?

Le **président** : La sous-commission Cour des comptes examinera demain le rapport de la Cour des comptes à ce sujet. Il aurait donc en fait été préférable de poser ces questions après ce débat.

07.03 **Hagen Goyvaerts** (Vlaams Belang) : Les réponses peuvent nous aider à poser des questions ciblées demain.

Le **président** : C'est vrai également.

07.04 **Hervé Jamar**, secrétaire d'État (*en néerlandais*) : Après l'audit de la Cour des Comptes de 2002, les Finances se sont lancées à bras le corps dans la modernisation avec la réforme Coperfin. Nous nous trouvons actuellement en phase d'implémentation. Dans son plan de management, l'administrateur des recouvrements non fiscaux a présenté une série d'objectifs et décrit les moyens nécessaires pour les réaliser sur une période de plusieurs années. Les recommandations de la Cour des Comptes font partie de ce plan de politique.

Le 30 septembre 2006, le Conseil des ministres a accordé un budget exceptionnel pour le développement d'un nouveau système informatique, baptisé le système Stimer. Stimer est un système de traitement intégré de gestion transversale de la comptabilité, de la perception et du recouvrement de tous les droits et des créances fiscales et non fiscales. Ce système sera réalisé par la société Unisys. Le coup d'envoi a été donné le 29 janvier 2007.

Le service d'encadrement ICT n'a pas estimé opportun d'investir dans une solution intermédiaire en attendant le système Stimer. Pour parer au plus pressé, il a été envisagé de reprendre une des applications informatiques d'un bureau de recettes mais il s'est avéré que cette application n'offrait pas les garanties de sécurité suffisantes. Les huissiers de justice disposent par contre aussi d'une application dont pourrait se servir l'administration.

En ce qui concerne la gestion des risques, une procédure permet aux services d'organiser leurs activités en fonction de profils de risques, le but visé étant d'augmenter l'efficacité des recouvrements malgré la diminution du nombre de membres du personnel.

La Cour des comptes souhaiterait que les Finances et la Justice améliorent leur collaboration. Dans le rapport Coperfin 1, il est question d'un *shared service* (service partagé) dans le cadre duquel le service des recouvrements non fiscaux travaillerait aussi pour le compte d'autres instances. Dans ce contexte, les Finances pourraient conclure avec la Justice des accords portant sur les objectifs à atteindre ou, en anglais, *service level agreements*. À cette fin, il faudrait créer un organe de concertation mais un tel organe ne pourra fonctionner de façon optimale que si les SPF Justice et Finances sont suffisamment automatisés.

À l'échelon local, il y a des contacts entre, d'une part, les parquets et les greffes, et d'autre part les bureaux de recettes responsables de la perception des amendes pénales. Le SPF Finances est toujours disposé à collaborer avec le SPF Justice afin de parvenir à un échange systématique d'informations.

07.05 Carl Devlies (CD&V) : Dans un courrier, le ministre des Finances dit que dans son rapport, la Cour des Comptes pointe du doigt un certain nombre de problèmes. On ne peut que se réjouir de cette clairvoyance ministérielle. M. Reynders portera bientôt à la connaissance du Parlement les nouvelles mesures qu'il compte prendre. Ce sont là les seuls points positifs. Pour le reste, il y a de quoi s'arracher les cheveux.

07.06 Hagen Goyvaerts (Vlaams Belang) : Les réponses du ministre ne sont pas convaincantes. Énoncer de grands principes est une chose, les mettre en œuvre sur le terrain en est une autre. En sept ans, aucun progrès n'a été accompli. Le ministre devrait avoir honte.

Unisys pose également problème dans ce dossier. Cette société doit avoir bien négocié avec les autorités à l'époque. J'attends impatiemment la discussion de demain au sein de la sous-commission Cour des comptes.

L'incident est clos.

08 Question de M. Hagen Goyvaerts au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "le financement des avances en matière de créances alimentaires" (n° 14581)

08.01 Hagen Goyvaerts (Vlaams Belang) : Il ressort de la discussion que notre commission a consacrée la semaine dernière au rapport annuel 2005 de la commission d'évaluation du service des créances alimentaires qu'il règne une certaine confusion quant au financement des avances pour les créances alimentaires. Le financement se ferait à l'heure actuelle par le biais des moyens généraux, alors que je pensais que le financement s'effectuait par le biais d'un fonds budgétaire. Qu'en est-il exactement ?

08.02 Hervé Jamar, secrétaire d'État (*en néerlandais*) : La loi-programme du 11 juillet 2005 a créé un fonds budgétaire destiné au financement des avances sur les pensions alimentaires. Le fonds est alimenté par une contribution dans les frais de fonctionnement à charge du créancier d'aliments à raison de 5 % et du débiteur d'aliments à raison de 10 %, et par le recouvrement des avances et des intérêts sur les pensions alimentaires. Pour l'année 2007, il s'agit d'une estimation budgétaire de 1,27 million d'euros.

Les dépenses annuelles relatives aux avances sur les pensions alimentaires sont estimées à 14,38 millions d'euros. Les dépenses dépassent donc les recettes. Le fonds se trouve dès lors en situation débitrice, ce qui est pourtant interdit par la loi sur la comptabilité de l'État. Le solde à financer est comblé par des avances de trésorerie régularisables. La situation débitrice et les dépenses nécessaires ont été rendues possibles par la loi du 11 juillet 2006 contenant le premier ajustement du budget général des dépenses 2006.

Deux solutions sont possibles : l'augmentation des recettes du fonds ou le financement des avances par le biais d'un crédit de dépenses budgétaire général rendant le fonds superflu.

L'incident est clos.

09 Question de Mme Zoé Genot au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "l'annulation de la dette des pays non PPTE" (n° 14584)

09.01 Zoé Genot (ECOLO) : Nous avons déjà discuté avec le ministre Reynders de la politique belge à l'égard des pays pauvres et endettés. Le gouvernement a aussi décidé des remises de dette en faveur de l'Irak, du Liban et du Pakistan.

Je voudrais faire le point sur notre politique envers ces pays. J'aimerais aussi obtenir des données semblables à celles relatives aux pays les moins développés.

09.02 Hervé Jamar, secrétaire d'État (*en français*) : La politique d'annulation de la dette menée par la Belgique en faveur des pays non PPTE (pays pauvres très endettés) était guidée par la politique internationale, telle que définie par les Nations unies, l'Union européenne et les institutions financières internationales.

La Belgique a toujours eu une position réaliste et ferme en tenant compte des besoins de financement et de la bonne gouvernance de ces pays. Les annulations de la dette des pays non PPTE ont été négociées au sein du Club de Paris. Les pays demandeurs doivent avoir préalablement signé un programme avec le FMI accompagné de déboursements du type : accord de précaution, plus grande souplesse d'accès, facilités pour la réduction de la pauvreté et la croissance.

En ce qui concerne les dettes des pays non PPTE, les chiffres vous seront transmis dès que possible.

09.03 Zoé Genot (ECOLO) : J'espère que votre promesse pourra être tenue.

L'incident est clos.

10 Question de M. Luc Gustin au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "le statut fiscal des étudiants" (n° 14591)

10.01 Luc Gustin (MR) : Le contrat de travail étudiant permet chaque année à des dizaines de milliers de jeunes d'acquérir une première expérience professionnelle et de gagner un complément de revenu souvent utile. Le gouvernement a souhaité offrir un statut fiscal attrayant pour ce genre de contrat.

Depuis l'exercice d'imposition 2006, l'article 143 du CIR prévoit que pour déterminer le montant net des ressources des personnes à charge, il est fait abstraction des rémunérations perçues par des étudiants, à concurrence de 1.500 euros non indexés par an. Confirmez-vous que ce montant n'est pas pris en considération pour établir le montant net des ressources de l'étudiant, et que la règle des « deux fois 23 jours » ne vaut que pour la retenue d'un précompte professionnel ?

10.02 Hervé Jamar, secrétaire d'État (*en français*) : Cette règle est applicable pour la retenue éventuelle du précompte professionnel et le paiement de la cotisation de solidarité sur les revenus d'un étudiant.

Mais elle ne s'applique pas à la non-prise en considération comme ressource de l'étudiant du montant de 1.500 euros nets non indexés. Un étudiant occupé toute l'année dans le cadre d'un contrat bénéficiera toujours de cette disposition qui ne vise qu'à déterminer s'il reste à charge de ses parents. Les

rémunérations de l'étudiant restent imposables en principe, comme pour n'importe quel travailleur.

L'incident est clos.

11 Question de M. Jacques Chabot au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "l'estimation de prix relatif à des terrains privés par les comités d'acquisition" (n° 14593)

11.01 Jacques Chabot (PS) : Pour se développer, les pouvoirs publics sont amenés régulièrement à solliciter auprès des comités d'acquisition une estimation de prix pour des terrains privés.

Quels critères sont utilisés lorsque ces terrains sont repris en zone de services publics et d'équipements communautaires au plan de secteur ? Comment un comité d'acquisition peut-il fixer le prix d'un terrain à bâtir privé, sachant que toute urbanisation de cette zone ne saurait être réalisée que dans le cadre de la gestion d'un service public ou de la promotion de l'intérêt général ?

11.02 Hervé Jamar, secrétaire d'État (en français) : Les estimations sont réalisées sur la base de points de comparaison et tiennent compte des caractéristiques physiques et juridiques du bien, dont sa destination urbanistique.

Il est cependant fait abstraction de la plus ou moins-value du bien lorsqu'il s'agit de l'exproprier en vue de la réalisation de la zone prévue par le plan d'aménagement. Dans un tel cas, il peut arriver que le bien présente toutes les caractéristiques d'un terrain à bâtir et doive être estimé comme tel.

L'incident est clos.

12 Question de M. Carl Devlies au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "l'envoi de courrier aux personnes morales après le déplacement du siège" (n° 14603)

12.01 Carl Devlies (CD&V) : Sociétés et associations sont tenues de déposer au greffe du tribunal de commerce toute modification de leur siège, après quoi un extrait de cette modification est publiée dans l'annexe du *Moniteur belge*. Malgré cela, l'administration fiscale parvient à leur adresser du courrier à leur ancien siège encore une année et demie après cette publication au *Moniteur belge*. Je ferai parvenir quelques éléments de preuve au secrétaire d'État.

Quelles conséquences ces envois de courrier à une mauvaise adresse entraînent-ils pour les contribuables, en particulier en ce qui concerne les échéances ? Comment se fait-il que l'administration envoie encore du courrier à l'ancienne adresse d'une société ou association après la publication de l'extrait de modification de leur siège ? Les modifications qui paraissent au *Moniteur belge* sont-elles l'objet d'un traitement centralisé au SPF Finances ou le fisc recourt-il à une banque de données qui relève d'un autre ministre ? N'est-il pas important, dans l'optique d'une taxation efficace et de la protection de la vie privée des contribuables, que l'administration fiscale envoie son courrier au siège actuel des personnes morales ?

Le **président** : Voilà les pièces à conviction, Monsieur le ministre.

12.02 Hervé Jamar, secrétaire d'État (en néerlandais) : L'adresse exacte est mentionnée autant que possible sur la correspondance. L'AFER utilise à cet effet les données de la Banque-carrefour des entreprises. Les services locaux peuvent toutefois utiliser d'autres adresses de correspondance s'ils le jugent nécessaire ou si la personne morale le demande. La correspondance adressée au contribuable est ainsi systématiquement envoyée à son domicile fiscal, qui peut être différent du siège social. Je me réfère à cet égard à la question parlementaire n° 138 de Mme Pieters.

Les envois postaux comportant une adresse erronée sont en principe renvoyés à l'expéditeur. Lorsque l'administration renvoie ensuite le courrier à l'adresse exacte, le délai qui figure éventuellement sur ce document recommence à courir.

12.03 Carl Devlies (CD&V) : J'ai fourni au secrétaire d'État l'exemple d'un contribuable qui a reçu plusieurs courriers de différents services fiscaux. Je lance un appel en faveur d'une organisation plus efficace des services en la matière.

L'incident est clos.

La réunion publique de commission est levée à 11 h 33.

De vergadering wordt geopend om 10.09 uur en voorgezeten door de heer François-Xavier de Donnea.

01 Samengevoegde vragen van

- de heer Luk Van Biesen aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "het project 'Paperless Douane en Accijnzen' en het enig kantoor bij de douane" (nr. 14577)
- de heer Hagen Goyvaerts aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de vertraging bij de invoering van de papierloze douane" (nr. 14590)

01.01 Luk Van Biesen (VLD): De nieuwe elektronische aangifte Paperless Douane en Accijnzen (PLDA) en het eraan verbonden enig kantoor te Brussel werden reeds verschillende keren uitgesteld. De datum van 2 april 2007 voor de start van beide projecten zou niet haalbaar zijn. De vertraging ondermijnt de rendabiliteit van de aanzienlijke investeringen die het bedrijfsleven en de overheid deden in die nieuwe toepassing. Het project moest een besparing van 32 miljoen euro betekenen voor het bedrijfsleven, maar komt niet van de grond. De Belgische havens dreigen hierdoor marktaandeel te verliezen. De Europese reglementering inzake de nieuwe aangifteformulieren is bovendien sinds 1 januari 2007 van kracht en binnenkort zal de Europese Commissie ons land in gebreke stellen.

Vormen beide projecten nog een prioriteit voor de regering, zoals aangekondigd op de Ministerraad van 26 juni 2006? Wat is de nieuwe streefdatum, rekening houdend met het feit dat de PLDA slechts het beginpunt is van een groot Europees meerjarenplan? Op 1 juli is er al een volgende deadline, met name voor het project Export Control System.

01.02 Hagen Goyvaerts (Vlaams Belang): Op 23 januari 2007 stelde ik al een vraag over de vertraging in dit dossier. Nu blijkt dat Unisys niet alleen verantwoordelijk is voor het debacle bij Justitie, maar ook voor de vertragingen bij de invoering van de papierloze douane.

Zijn de engagementen en termijnen waarnaar de staatssecretaris op 23 januari 2007 verwees, nog actueel? Wordt 2 april 2007 gehaald? Bestaan er redenen om het contract met Unisys op te zeggen? Zijn er nieuwe ontwikkelingen in dit dossier?

01.03 Staatssecretaris Hervé Jamar (Nederlands): Het enig kantoor en PLDA vormen nog steeds een prioriteit voor de regering en de FOD Financiën. De realisatie van PLDA liep vertraging op door de hoge complexiteit van de toepassing. Op dit ogenblik worden alle modules getest en worden de vastgestelde fouten verbeterd. Het werk schiet goed op.

De omschakeling van de huidige applicatie naar de nieuwe PLDA houdt risico's in. Daarom zal men in twee fasen werken: vanaf 4 juni kunnen de ondernemingen vrijwillig met PLDA starten, vanaf 1 oktober moet men overstappen.

Tijdens de komende weken zal het personeel worden opgeleid voor en overgebracht naar het enig kantoor. De toewijzing van mensen wordt met de personeelsvertegenwoordiging besproken. Binnenkort verschijnt het MB dat de startdatum meedeelt. Men stelt alles in het werk om de geplande datum van 1 juli te behouden.

Daarna volgen nog andere projecten die alle kaders in het strategische meerjarenplan. De Ministerraad heeft zijn principiële goedkeuring gegeven voor de aanbesteding van een raamovereenkomst, zodat de concrete invulling daarvan kan gebeuren onder de lopende zaken.

(Frans) De datum van 2 april werd me door de douane meegedeeld. De administrateur van Douane en Accijnzen en zijn team stellen alles in het werk opdat het systeem optimaal zou functioneren. Daartoe wordt eerst op vrijwillige basis gewerkt; vanaf 1 oktober wordt het systeem dan voor iedereen toegankelijk. België is niet het enige Europese land dat problemen heeft om dit systeem in te voeren. Een jaar geleden vroegen de bedrijven die met de douane samenwerken zelf de nodige tijd om hun computersystemen aan

dat PLDA-systeem aan te passen.

01.04 Luk Van Biesen (VLD): Dit is dus duidelijk nog een prioriteit voor de regering. Alle energie moet nu worden aangewend om de deadlines te halen.

Zonder voldoende en goed opgeleide mensen kan het enig kantoor niet slagen. Voor het bedrijfsleven ligt daar een grote kans op vereenvoudiging en *return of investment*.

Laten we niet opnieuw vertragen en evenmin de koppeling maken met het Phenixproject dat een totaal andere toepassing van dezelfde leverancier betreft.

01.05 Hagen Goyvaerts (Vlaams Belang): Het lukt blijkbaar niet om een soepeler kader te scheppen om het personeel voor het enig kantoor te rekruteren. De datum van 2 april wordt niet gehaald. Men verwacht zes maanden vertraging. Dat is jammer.

Ik vergeleek dit dossier niet met het Phenixproject, dat veel complexer en groter is, maar het is toch opvallend dat hetzelfde bedrijf betrokken is.

We hopen dat de staatssecretaris werk maakt van het PLDA-dossier, want ondernemend Vlaanderen wacht erop.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van de heer Jacques Chabot aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "het eventueel belasten van gepensioneerd personeelsleden van de NAVO" (nr. 14530)

02.01 Jacques Chabot (PS): Tal van NAVO-personeelsleden op rust werden gepensioneerd onder het stelsel van het voorzorgsfonds, wat betekent dat ze geen pensioen trekken, maar een vast kapitaal hebben ontvangen.

Is dat kapitaal belastbaar? Onder welke fiscale regeling valt het, als het in België of in het buitenland belegd wordt? Wordt er in België of op Europees niveau een voorheffing ingehouden? Moeten die personen het vermelden in hun aangifte aan de personenbelasting, of eventueel zelfs aan de belasting van de niet-inwoners? Is dat stelsel eigen aan de NAVO of wordt het ook door andere internationale instellingen gebruikt? Die personen genoten tijdens hun beroepsloopbaan een belastingvrijstelling. Zijn de interesten van dat kapitaal eveneens belastingvrij?

02.02 Staatssecretaris Hervé Jamar (Frans): U verwijst naar de ambtenaren bedoeld in artikel 17 van de Overeenkomst van 1951 inzake het statuut van de NAVO, de nationale vertegenwoordigers en het internationale personeel.

Overeenkomstig artikel 19 van die overeenkomst zijn enkel de bezoldigingen en de erelonen die de organisatie aan haar actieve ambtenaren uitbetaalt, belastingvrij. De uitzondering van de fiscale woonplaats is dus op deze laatste niet van toepassing. Indien ze in België wonen, moeten ze derhalve belasting betalen op hun inkomsten, dus ook op opbrengsten van het kapitaal dat in België of in het buitenland belegd is.

De pensioenkapitalen die aan die ambtenaren worden uitgekeerd, zijn dus in België belastbaar en kunnen volgens een afzonderlijke aanslagvoet worden belast. Op dergelijke kapitalen moet een bedrijfsvoorheffing worden ingehouden.

Buiten dat specifieke pensioenstelsel van de NAVO kent mijn administratie geen gelijksoortige stelsels in andere internationale organisaties.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van de heer Hagen Goyvaerts aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "het gebruik van de mobiele scanner bij de douane in Zeebrugge" (nr. 14538)

03.01 Hagen Goyvaerts (Vlaams Belang): Toen de vakbonden op 6 maart actie voerden voor betere

werkomstandigheden bij de douanediens in Zeebrugge, wezen ze erop dat de mobiele scanner al maanden niet meer wordt gebruikt. Het apparaat heeft 4 miljoen euro gekost, maar blijkbaar wil Financiën geen aluminium paaltjes kopen om de veiligheidszone rond het toestel af te bakenen.

Klopt het dat de mobiele scanner al maanden niet meer wordt gebruikt? Hoe komt dat? Welke maatregelen neemt de minister?

03.02 Staatssecretaris **Hervé Jamar** (*Nederlands*): Sinds 2001 investeert de federale overheid systematisch in nieuwe controle- en detectietechnologie voor de douane. De mobiele scanner die in 2001 werd aangekocht, was de eerste containerscanner in België. Sindsdien kwamen er nog verschillende bij, zoals de vaste scaninstallatie in Antwerpen en de scanvans in Zaventem en Bierseker. Vorig jaar kreeg de Antwerpse haven ook nog een nieuwe mobiele scanner. Ook werd begonnen met de bouw van een dubbele scaninstallatie op Linkeroever.

In 2008 zal ook Zeebrugge een vaste scaninstallatie hebben. Tot dan gebruikt men er de oude Antwerpse mobiele scanner. Die werd op 14 december 2006 overgebracht, na een volledige revisie. In januari kreeg het personeel de nodige opleiding. Om technische redenen werd de scanner op 24 januari naar de onderhoudsfirma gebracht. Op 12 februari was de scanner terug in Zeebrugge en op 13 februari werd hij al gebruikt voor een actie in Westkapelle. Vanaf deze week wordt hij gebruikt voor dagelijkse controles.

03.03 **Hagen Goyvaerts** (Vlaams Belang): Dit antwoord nuanceert de boutade van de vakbondsman. Ik zal de zaak opvolgen.

Het incident is gesloten.

04 **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Carl Devlies** aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de ondertekening van een dubbelbelastingverdrag met het belastingparadijs Macau" (nr. 14558)
- de heer **Dirk Van der Maelen** aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "het dubbelbelastingverdrag met Macau" (nr. 14592)

04.01 **Carl Devlies** (CD&V): Onlangs keurde de Kamer een voorstel van resolutie van de heer Van der Maelen goed met betrekking tot de strijd tegen de internationale belastingfraude en belastingparadijzen. Ik interpelleerde minister Reynders reeds over het dubbelbelastingverdrag met Hongkong, hoewel de stad niet voorkomt op de officiële lijst van belastingparadijzen. De regering ondertekende nu een dubbelbelastingverdrag met Macau, dat wel op die lijst staat.

Welk doel bereikt de regering met het sluiten van dit verdrag? Zal na de ratificatie van dit verdrag artikel 73,4° van het KB bij het Wetboek op de inkomensbelastingen worden aangepast? Welke economische belangen verdedigt België door een dubbelbelastingverdrag af te sluiten met dit ministaatje?

04.02 **Dirk Van der Maelen** (sp.a-spirit): Het verheugt me dat CD&V bezorgd is over het naleven van deze resolutie, hoewel de partij zich bij de stemming toen onthield.

Werd artikel 26 van het verdrag gebaseerd op het allerlaatste model van het OESO-modelverdrag? Zal er een administratieve regeling komen tussen beide staten opdat de uitwisseling van informatie vlot kan verlopen?

04.03 Staatssecretaris **Hervé Jamar** (*Nederlands*): Op 19 juni 2006 werd er een overeenkomst afgesloten door België en de speciale administratieve regio Macau van de Volksrepubliek China om dubbele belastingen te vermijden en belastingontduiking te voorkomen. Door de overeenkomst worden de economische betrekkingen met Macau versterkt.

Door het bijzondere statuut van Macau ten opzichte van China en door de dynamische Chinese economie geeft dit verdrag gunstige vooruitzichten aan Belgische ondernemingen die hun activiteiten naar China en Macau willen uitbreiden. Het afsluiten van het dubbelbelastingverdrag betekent niet dat Macau wordt

geschrapt uit de landenlijst die voorkomt in artikel 73, 4° van het KB tot uitvoering van het Wetboek op de inkomstenbelastingen.

Indien niet wordt voldaan aan de voorwaarden voor DBI-af trek, worden de bepalingen van het dubbelbelastingverdrag toegepast. Dit betekent dat de bronheffing op dividenden die in Macau wordt geheven, in mindering wordt gebracht van de Belgische belasting op dividenden.

Macau staat niet in de lijst van belastingparadijzen die door de OESO werd gepubliceerd. Artikel 26 van het dubbelbelastingverdrag met Macau behandelt de uitwisseling van inlichtingen tussen de belastingautoriteiten. Het artikel volgt grotendeels het soortgelijke artikel uit het OESO-modelverdrag van 2005. De uitwisseling van bankgegevens werd niet in het artikel opgenomen. Zodra de overeenkomst in werking treedt, ben ik bereid om een administratieve regeling af te sluiten voor de uitwisseling van inlichtingen.

(Frans) De heer Van der Maelen kent de gedachtewisselingen die we over die aspecten van de resolutie gehouden hebben. Over die resolutie zijn we tot een akkoord gekomen. Maar ik kan uw zienswijze wel min of meer delen.

04.04 **Carl Devlies** (CD&V): Wij onthielden ons bij de stemming over het voorstel van resolutie inzake de belastingparadijzen, omdat de indieners tot de regeringspartijen behoren. Het beleid van de regering blinkt niet uit door een actieve strijd tegen fiscale operaties in belastingparadijzen.

Onze wetgeving zegt duidelijk dat Macau een belastingparadijs is. Niettemin wordt er met prioriteit een dubbelbelastingverdrag met Macau afgesloten, hoewel het verdrag met de VSA er nog niet kwam. Men zou minstens voldoende argumenten moeten geven om Macau uit de Belgische lijst van belastingparadijzen te schrappen.

De motivering van de resolutie van de heer Van der Maelen vermeldde ook het aanpakken van staten die traditioneel niet als belastingparadijs worden bestempeld, maar die wel gebruik maken van preferentiële belastingregimes om kapitaal en investeringen aan te trekken ten koste van andere staten.

We kwamen in deze commissie overeen dat er een globale bespreking zou komen over dubbelbelastingverdragen en over het internationale optreden van België op fiscaal vlak. Die kwam er nog niet. Dergelijke fiscale verdragen moeten eerst door onze commissie voor Financiën worden behandeld. Momenteel worden zij enkel in de commissie voor Buitenlandse Zaken besproken.

04.05 Staatssecretaris **Hervé Jamar** (Frans): Het is jammer dat u de besprekingen in de commissie Globalisering niet heeft bijgewoond. De Kamer heeft die bijzondere commissie opgericht om al die aspecten urenlang te bespreken. Maar de vertegenwoordigers van de CD&V zijn maar enkele minuten gebleven! De heer Van der Maelen zal bevestigen dat wij onder meer de kwestie hebben besproken van de dubbele belasting, die gepaard moet gaan met administratieve akkoorden, veeleer dan te doen alsof men niet weet dat wij in die landen zouden investeren. Ik nodig de heer Devlies dan ook uit om het verslag van die commissie Globalisering te lezen, zodat hij ter zake gerustgesteld is!

De **voorzitter**: Als er geen overeenkomsten zouden bestaan, zouden de eerlijke mensen die in die landen investeren en hun inkomsten aangeven benadeeld worden. Men moet degenen die voordeel halen uit het bestaan van een belastingparadijs zonder hun inkomsten aan te geven, achternazitten.

De traditie wil dat de commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen dat soort overeenkomsten bespreekt, maar de Kamer heeft de commissie Globalisering met die taak belast. Ze nu opnieuw bespreken zou overbodig zijn.

04.06 **Dirk Van der Maelen** (sp.a-spirit): De heer Devlies vergist zich, en kan best het verslag van de commissie voor de Globalisering eens lezen. De landen die voorkomen op de lijst van artikel 73, worden niet gelijkgesteld met belastingparadijzen. Deze landen hebben een preferentieel belastingstelsel, waardoor

bepaalde maatregelen moeten worden genomen.

Er moet een maximale uitwisseling zijn van informatie om fraude tegen te gaan. Mijn fractie zal het dubbelbelastingverdrag met Macau niet goedkeuren indien er op dat moment geen overeenkomst is tot uitwisseling van informatie tussen de ministeries.

Ik heb de recent afgesloten belastingverdragen bestudeerd. Er zijn drie soorten landen, namelijk landen met een normaal fiscaal regime, fiscale paradijzen en landen die zich in de grijze zone bevinden. Met landen zoals Macau, dat tot de derde groep behoort, moeten er dubbelbelastingverdragen worden afgesloten volgens het allerlaatste model van de OESO. Hieraan zijn verschillende voorwaarden verbonden. Na een vluchtige studie van dit dubbelbelastingverdrag stel ik vast dat het niet volgens het laatste OESO-modelverdrag werd opgesteld.

Indien het verdrag niet wordt opgesteld in overeenstemming met het laatste OESO-modelverdrag of indien er geen overeenkomst komt ter bevordering van de uitwisseling van informatie tussen België en Macau, dan zal ik dit dubbelbelastingverdrag niet goedkeuren.

04.07 Carl Devlies (CD&V): Ik herinner mij de discussie die werd gevoerd over het dubbelbelastingverdrag met Hongkong, dat weliswaar conform het OESO-model werd opgesteld, maar zo niet wordt geïnterpreteerd. België koos voor een juridische interpretatie in plaats van een economische.

Men gaat echter een stap verder met dit dubbelbelastingverdrag met Macau, want de lijst in artikel 73, 4° lijkt een opsomming te geven van belastingparadijzen of gelijkaardige landen. Waarom wil men dit verdrag afsluiten na het verdrag met Hongkong? Het gaat eigenlijk vooral over China.

Wij zullen dit verdrag grondig bestuderen. Ik stem in met de principes die de heer Van der Maelen naar voren schuift. Zij werden ook door mij verwoord bij de bespreking van het dubbelbelastingverdrag met Hongkong.

04.08 Staatssecretaris Hervé Jamar (Frans): Over de filosofie zijn we het eens. Maar toen was er nog niet over de resolutie gestemd.

Ik zou willen dat de akkoorden inzake de uitwisseling van informatie over het dubbelbelastingverdrag voortaan gelijktijdig worden afgesloten. De volgende minister van Buitenlandse Zaken zal dat alles moeten regelen.

Het parlement kan zich moeilijk mengen in de onderhandelingen met een bepaald land. We moeten evolueren naar een systeem op basis van de recentste versie van de OESO. Het gelijktijdig afsluiten van akkoorden inzake de uitwisseling van informatie wordt één van de uitdagingen van de volgende zittingsperiode.

04.09 Carl Devlies (CD&V): Er is nog geen akkoord over de uitwisseling van informatie. De heer Van der Maelen zal het verdrag dus niet kunnen goedkeuren. Bij de bespreking van de resolutie stoorde ik mij eraan dat de praktijk ingaat tegen de principes.

04.10 Staatssecretaris Hervé Jamar (Frans): Wij zijn van plan een akkoord te sluiten en zullen het uitvoeren.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van de heer Carl Devlies aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de stand van zaken van de Copernicusprojecten" (nr. 14559)

05.01 Carl Devlies (CD&V): Wat is de stand van zaken van de 56 Copernicusprojecten bij de FOD Financiën? Hoeveel projecten zijn er vandaag al voltooid? Hoeveel zullen er nog voltooid worden voor het einde van deze regeerperiode? Volgens bepaalde bronnen zouden er vertragingen zijn opgelopen. Wat zijn de redenen daarvoor?

05.02 Staatssecretaris Hervé Jamar (Nederlands): Van eind 2001 tot 2003 werden de BPR-plannen van de FOD Financiën uitgetekend. In 2005 werd beslist te beginnen met de realisatie op het terrein. De 56

projecten werden tegelijkertijd voorbereid onder de directe leiding van de administrateurs en de administrateurs-generaal. Een nauwkeurige en gestructureerde voorbereiding was noodzakelijk, omdat de modernisering op grote schaal plaatsvindt en omdat de dagelijkse diensverlening niet in het gedrang mag komen.

Uiteraard kan de modernisering enkel progressief gebeuren en is het ene project daardoor verder gevorderd dan het andere. De twaalf projecten die nu in de steigers staan, kunnen onmiddellijk worden uitgevoerd. De regering overlegt deze week over de uitvoeringskalender en de middelen die nodig zijn om de projecten nog in 2007 te kunnen realiseren.

05.03 Carl Devlies (CD&V): Ik krijg maar weinig informatie. Wij moeten blijkbaar de top van Leuven afwachten volgende week om meer te weten te komen. Ik heb de indruk dat de resultaten nogal schraal zijn, na al die jaren van hervormingen.

05.04 Staatssecretaris Hervé Jamar (*Frans*): In het kader van zo'n vraag kan je de balans van de Coperfinoperatie niet opmaken. Het gaat om 56 projecten, met inbegrip van het volledige personeelsmanagement. Om Coperfin in detail te bekijken, zouden we een hele ochtend moeten uittrekken. Ik zal het dan ook hierbij laten, kwestie van het tijdsbestek niet te buiten te gaan.

De **voorzitter**: We zullen hier vanmiddag zeker op terugkomen.

05.05 Carl Devlies (CD&V): Ik verwijs naar het verslag van december 2003, toen de staatssecretaris nog jong en enthousiast was. Misschien kan hij die tekst eens vergelijken met de situatie van vandaag.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van de heer Carl Devlies aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de recente evolutie inzake de toepassing van de vrijstelling van vennootschapsbelasting op kapitaal en interestsubsidies (art. 193bis WIB)" (nr. 14560)

06.01 Carl Devlies (CD&V): Deze vraag heb ik veertien dagen geleden reeds gesteld, maar het antwoord dat ik ontving was toen onvolledig. De vraag is belangrijk voor bedrijven die hun belastingaangifte voorbereiden.

Artikel 193bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen bepaalt dat kapitaal- en interestsubsidies die werden toegekend door de Gewesten in het kader van de economische expansiewetgeving om vaste activa aan te schaffen, worden vrijgesteld van vennootschapsbelasting. Voor Vlaanderen komt de groeipremie in aanmerking. Volgens artikel 13 §4 van het besluit van de Vlaamse regering van 10 oktober 2003 mag een vennootschap die de groeipremie aanvraagt, een investering laten uitvoeren door een gelieerde patrimoniumvennootschap die behoort tot dezelfde groep.

Bedrijven die nu hun jaarrekening opmaken moeten artikel 193bis toepassen, wat problemen kan geven. Indien een investering conform de subsidieaanvraag in grond en gebouw wordt uitgevoerd door een patrimoniumvennootschap die het gebouw verhuurt aan de aanvragende vennootschap, dan wordt de subsidie doorgestort aan de patrimoniumvennootschap. Erkent de fiscus dat deze subsidie belastingvrij is voor de patrimoniumvennootschap? Kijkt de fiscus naar het belastbare tijdperk waarin de betekening gebeurde in hoofde van de aanvragende vennootschap of in hoofde van de patrimoniumvennootschap?

06.02 Staatssecretaris Hervé Jamar (*Nederlands*): De bedoelde groeipremie komt in aanmerking voor toepassing van artikel 193bis §1 WIB. Uit artikel 362 van dat wetboek blijkt dat de vrijstelling enkel van toepassing is ten name van de aanvragende vennootschap die de subsidie heeft verkregen en die vaste activa heeft aangeschaft of tot stand gebracht.

Artikel 13 §4 van het besluit van de Vlaamse Regering bepaalt dat de investeringen kunnen worden uitgevoerd door een patrimoniumvennootschap die behoort tot dezelfde groep als de aanvragende onderneming, maar doet geen afbreuk aan de voorwaarden. De fiscus kan dus geen rekening houden met contractuele bepalingen tussen de betrokken vennootschappen om te bepalen op welke vennootschap de vrijstelling van toepassing is.

Het incident is gesloten.

07 Samengevoegde vragen van

- de heer Carl Devlies aan de vice-eerste minister en minister van Financiën over "het rapport van het Rekenhof inzake de patrimoniale strafuitvoering" (nr. 14568)
- de heer Hagen Goyvaerts aan de vice-eerste minister en minister van Financiën over "het rapport van het Rekenhof met betrekking tot de tenuitvoerlegging van de patrimoniale straffen" (nr. 14607)

07.01 Carl Devlies (CD&V): Volgens een recent rapport van het Rekenhof werd inzake de organisatie van de invordering van penale boetes in zeven jaar tijd zo goed als geen vooruitgang geboekt. Dit geeft aanleiding tot feitelijke straffeloosheid in een aantal arrondissementen. De deurwaarder komt toch niet. Ik heb de minister en de staatssecretaris herhaaldelijk op dat probleem gewezen. Hoe komt het dat de minister er niet in slaagt deze administratie efficiënt te laten werken?

07.02 Hagen Goyvaerts (Vlaams Belang): Het rapport van het Rekenhof over de tenuitvoerlegging van de patrimoniale straffen is verbijsterend. Als wij werkelijk in een modelstaat leven, zoals de socialisten en liberalen beweren, moet ik dringend mijn visie herzien op wat een goede samenwerking tussen departementen is. Het rapport vermeldt trouwens ook dat het Parlement slechts fragmentarische en twijfelachtige informatie krijgt. Ik wil een beter inzicht te krijgen in de samenwerking tussen Justitie en Financiën en de manier waarop de penale boetes en de bijzondere verbeurdverklaring worden afgehandeld.

Hoe komt het dat aan de aanbevelingen van het Rekenhof uit 2000 amper werden opgevolgd? Waarom heeft de FOD Financiën geen globaal beleid voor de tenuitvoerlegging van de penale boetes? Waarom worden daartoe geen doelstellingen geformuleerd? Hoe komt het dat de FOD Justitie en de FOD Financiën nooit een eindverantwoordelijke hebben aangeduid voor de uitvoering van de penale boetes? Hoe komt het dat de algemene directie Financiën het proces van de tenuitvoerlegging van de penale boetes niet onder controle heeft? Waarom zijn er nog geen fiscale staten om het invorderingspercentage van de niet-fiscale schuldvorderingen en de penale boetes te berekenen? Waarom ontbreekt bij de FOD Financiën de noodzakelijke omkadering? Waarom is de niet-fiscale invordering van penale boetes geen prioriteit? Waarom is er nog steeds geen geïntegreerd en eengemaakt informaticasysteem om de tenuitvoerlegging op te volgen?

De **voorzitter**: Morgen bespreekt de subcommissie Rekenhof het verslag van het Rekenhof over dit onderwerp. Het was dus eigenlijk beter geweest om deze vragen na dat debat te stellen.

07.03 Hagen Goyvaerts (Vlaams Belang): De antwoorden kunnen ons helpen om morgen gerichte vragen te stellen.

De **voorzitter**: Dat is ook waar.

07.04 Staatssecretaris Hervé Jamar (Nederlands): Na de audit van het Rekenhof in 2002 gaat Financiën met Coperfin voluit voor de modernisering. Momenteel bevinden we ons in de implementatiefase. De administrateur van de niet-fiscale invorderingen heeft in zijn managementplan een aantal doelen vooropgesteld en de noodzakelijke middelen beschreven die nodig zijn om deze doelstellingen over een periode van meerdere jaren te bereiken. De aanbevelingen van het Rekenhof maken deel uit van dit beleidsplan.

Op 30 september 2006 heeft de Ministerraad een buitengewoon budget toegekend voor de ontwikkeling van een nieuw informaticasysteem, het zogenaamde Stimer-systeem. Stimer is een geïntegreerd verwerkingssysteem voor het transversale beheer van de boekhouding, de inning en invordering van alle rechten en de fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen. De firma Unisys zal Stimer realiseren. Op 29 januari 2007 werd de aftrap gegeven.

De stafdienst ICT vond het niet opportuun om in afwachting van Stimer te investeren in een tussenoplossing. Er werd overwogen om een van de informaticatoepassingen van een ontvangkantoor over te nemen om de grootste noden te lenigen, maar die toepassing bleek daarvoor onvoldoende veiligheidsgaranties te bevatten. De gerechtsdeurwaarders beschikken wel over een toepassing waar de administratie gebruik van zou

kunnen maken.

Inzake het risicobeheer is er een procedure die de diensten de mogelijkheid geeft om hun activiteiten te organiseren op basis van de risicoprofielen. Het doel is de efficiëntie van de invorderingen te verhogen ondanks de vermindering van het aantal personeelsleden.

Het Rekenhof wil een betere samenwerking tussen Financiën en Justitie. In het rapport Coperfin 1 is er sprake van een *shared service* waarbij de dienst niet-fiscale invorderingen ten dienste staat van andere overheden. In dat kader kunnen met Justitie afspraken worden gemaakt over de doelstellingen, de *service level agreements*. Er moet een overlegorgaan worden opgericht, maar dat kan pas optimaal werken wanneer de FOD's Justitie en Financiën voldoende geautomatiseerd zijn.

Op plaatselijk niveau bestaan er contacten tussen de parketten en griffies en de ontvangkantoren die instaan voor de invordering van de penale boetes. De FOD Financiën is altijd bereid tot een samenwerking met de FOD Justitie om tot een systematische informatie-uitwisseling te komen.

07.05 Carl Devlies (CD&V): In een brief zegt de minister van Financiën dat het verslag van het Rekenhof de vinger legt op een aantal problemen. Het is positief dat hij dat inziet. Hij zal het Parlement spoedig op de hoogte brengen van de nieuwe maatregelen. Tot zover het positieve nieuws. Voor het overige meen ik dat alles kommer en kwel is.

07.06 Hagen Goyvaerts (Vlaams Belang): De antwoorden van de minister zijn niet overtuigend. Grote lijnen uitzetten is één ding, ze uitvoeren op het terrein duidelijk een ander. Op zeven jaar tijd werd geen enkele vordering gemaakt. De minister moest zich schamen.

Het bedrijf Unisys zorgt ook in dit dossier voor problemen. Dit bedrijf moet destijds goed met de overheid onderhandeld hebben. Ik kijk uit naar de discussie morgen in de subcommissie Rekenhof.

Het incident is gesloten.

08 Vraag van de heer Hagen Goyvaerts aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de financiering van de voorschotten inzake alimentatievergoedingen" (nr. 14581)

08.01 Hagen Goyvaerts (Vlaams Belang): Uit de bespreking die onze commissie vorige week wijdde aan het jaarverslag 2005 van de evaluatiecommissie van de Dienst voor Alimentatievorderingen, blijkt dat er onduidelijkheid bestaat over de financiering van de voorschotten voor alimentatievergoedingen. De financiering zou momenteel gebeuren via algemene middelen, terwijl ik van mening was dat er met een begrotingsfonds werd gewerkt. Hoe gaat dit in de praktijk? Wordt er nu al dan niet gewerkt met een begrotingsfonds?

08.02 Staatssecretaris Hervé Jamar (Nederlands): De programmawet van 11 juli 2005 heeft een budgettair fonds gecreëerd om de voorschotten op onderhoudsgelden te financieren. Het fonds wordt gespijsd door een bijdrage in de werkingskosten ten laste van de onderhoudsgerechtigde voor 5 procent en van de onderhoudsplichtige voor 10 procent, en door de invordering van de voorschotten en interesten op onderhoudsgelden. Voor het jaar 2007 gaat het om een budgettaire raming van 1,27 miljoen euro.

De uitgaven voor de voorschotten op onderhoudsgelden bedragen jaarlijks naar schatting 14,38 miljoen euro. De uitgaven zijn dus groter dan de inkomsten. Het fonds bevindt zich dus in een debetsituatie. Dat is nochtans verboden door de wet op de rijkscomptabiliteit. Het te financieren saldo wordt gedicht door regulariseerbare thesaurievoorschotten. De debetsituatie en de nodige uitgaven zijn mogelijk gemaakt door de wet van 11 juli 2006 houdende de eerste aanpassing van de algemene uitgavenbegroting 2006.

Er zijn twee oplossingen mogelijk: het verhogen van de ontvangsten van het fonds of het financieren van de voorschotten via een algemeen budgettair uitgavenkrediet dat het fonds overbodig maakt.

Het incident is gesloten.

09 Vraag van mevrouw Zoé Genot aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de schuldkijschelding van de niet-HIPC-landen" (nr. 14584)

09.01 Zoé Genot (ECOLO): Wij hebben reeds met minister Reynders gesproken over het Belgisch beleid ten opzichte van de arme landen met schulden. De regering heeft eveneens besloten schulden kwijt te schelden in het voordeel van Irak, Libanon en Pakistan.

Ik zou willen vernemen hoe het er met ons beleid ten opzichte van die landen voorstaat. Ik zou ook graag vergelijkbare gegevens als die met betrekking tot de minst ontwikkelde landen ontvangen.

09.02 Staatssecretaris Hervé Jamar (Frans): Het door België gevoerde beleid van schuldkijschelding ten aanzien van de niet-HIPC-landen (Heavily Indebted Poor Countries), vloeide voort uit het internationaal beleid, zoals dat gedefinieerd werd door de Verenigde Naties, de Europese Unie en de internationale financiële instellingen.

België heeft altijd een realistische en standvastige positie ingenomen en rekening gehouden met de financieringsbehoeften van en het degelijk bestuur in die landen. Over de schuldkijscheldingen van de niet-HIPC-landen werd onderhandeld binnen de Club van Parijs. De vragende landen moeten van tevoren een programma met het IMF hebben ondertekend dat gepaard gaat met uitgaven van het type: voorzorgsovereenkomst, gemakkelijkere toegangsmogelijkheden, faciliteiten ten behoeve van de vermindering van de armoede en ten behoeve van de groei.

Wat de schulden van de niet-HIPC-landen betreft, zullen de cijfers u, zodra mogelijk, meegedeeld worden.

09.03 Zoé Genot (ECOLO): Ik hoop dat u uw belofte zult kunnen nakomen.

Het incident is gesloten.

10 Vraag van de heer Luc Gustin aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "het fiscaal statuut van de studenten" (nr. 14591)

10.01 Luc Gustin (MR): Met een arbeidsovereenkomst voor studenten kunnen jaarlijks tienduizenden jongeren een eerste werkervaring opdoen en wat bijverdienen, geld dat dikwijls goed van pas komt. De regering wilde voor dergelijke arbeidsovereenkomsten een aantrekkelijk fiscaal statuut uitwerken.

Sinds het aanslagjaar 2006 bepaalt artikel 143 van het WIB dat bezoldigingen ontvangen door studenten tot een basisbedrag van 1.500 euro (niet-geïndexeerd) per jaar niet in aanmerking komen voor het vaststellen van het nettobedrag van de bestaansmiddelen van personen ten laste. Bevestigt u dat dat bedrag niet meegerekend wordt bij de bepaling van het nettobedrag van de inkomsten van de student, en dat de regel van "23 dagen x 2" enkel geldt voor de inhouding van de bedrijfsvoorheffing?

10.02 Staatssecretaris Hervé Jamar (Frans): Die regel geldt voor de eventuele inhouding van de bedrijfsvoorheffing en de betaling van de solidariteitsbijdrage op de inkomsten van een student.

Ze is niet toepasselijk wat het niet in aanmerking nemen als inkomsten van de student van het bedrag van 1.500 euro netto per jaar (niet-geïndexeerd) betreft. Studenten die het hele jaar door werken met een arbeidsovereenkomst blijven onder die bepaling vallen, die er alleen maar toe strekt vast te stellen of de betrokkene nog als ten laste van zijn ouders kan worden aangemerkt. De inkomsten van de student blijven in principe belastbaar, zoals voor elke andere werknemer.

Het incident is gesloten.

11 Vraag van de heer Jacques Chabot aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de raming van de prijs voor private gronden door de aankoopcomités" (nr. 14593)

11.01 Jacques Chabot (PS): Wanneer overheidsdiensten willen uitbreiden, moeten ze vaak bij de aankoopcomités aankloppen met het oog op een prijsraming voor gronden die in particuliere handen zijn. Welke criteria worden gehanteerd wanneer die terreinen op het gewestplan de bestemming "gebied voor openbare diensten en gemeenschapsvoorzieningen" hebben? Hoe kan een aankoopcomité de prijs bepalen van een particuliere bouwgrond, wetend dat bouwwerken in die zone enkel mogelijk zijn in het kader van het

beheer van een openbare dienst of de bevordering van het algemeen belang?

11.02 Staatssecretaris **Hervé Jamar** (*Frans*): De ramingen gebeuren op basis van vergelijkingspunten en houden rekening met de fysieke en juridische kenmerken van het goed, onder meer ook met de stedenbouwkundige bestemming.

Er wordt echter abstractie gemaakt van de meer- of minwaarde van het goed, wanneer dit moet worden onteigend met het oog op de totstandkoming van de door het plan van aanleg vooropgestelde bestemming. In dat geval is het mogelijk dat het goed alle kenmerken draagt van een bouwgrond en ook als dusdanig moet worden geraamd.

Het incident is gesloten.

12 Vraag van de heer **Carl Devlies** aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de verzending van briefwisseling naar rechtspersonen na zetelverplaatsing" (nr. 14603)

12.01 **Carl Devlies** (CD&V): Vennootschappen en verenigingen moeten de wijziging van hun zetel neerleggen ter griffie van de rechtbank van koophandel, waarna een uittreksel van de wijziging in de bijlage van het *Belgisch Staatsblad* wordt gepubliceerd. Desondanks presteert de fiscale administratie het om nog tot anderhalf jaar na de publicatie in het *Staatsblad* briefwisseling te sturen naar de oude zetel. Ik zal de staatssecretaris enkele bewijsstukken overhandigen.

Wat zijn de gevolgen voor de belastingplichtige van een dergelijke foutieve adressering, in het bijzonder wat de vervaltermijnen betreft? Hoe komt het dat de administratie ook na de publicatie nog briefwisseling blijft sturen naar het oude adres? Worden de wijzigingen die in het *Staatsblad* verschijnen, centraal verwerkt bij de FOD Financiën of doet de fiscus een beroep op een databank die onder de bevoegdheid van een andere minister ressorteert? Is het niet van belang voor een efficiënte taxatie en de bescherming van de privacy van de belastingplichtige dat de briefwisseling naar de actuele zetel van de rechtspersoon wordt verzonden?

De **voorzitter**: Hier zijn de bewijsstukken, mijnheer de minister.

12.02 Staatssecretaris **Hervé Jamar** (*Nederlands*): Er wordt steeds gestreefd naar een correcte adressering van de briefwisseling. De AOIF gebruikt daarvoor de gegevens van de Kruispuntbank voor Ondernemingen. De plaatselijke diensten kunnen evenwel andere correspondentieadressen gebruiken, indien zij dit nodig achten of op verzoek van de rechtspersoon. Zo wordt de briefwisseling aan de belastingplichtige steeds gericht aan zijn fiscale domicilie, die kan verschillen van de maatschappelijke zetel. Ik verwijs ter zake naar parlementaire vraag nr. 138 van mevrouw Pieters.

Foutief geadresseerde poststukken worden in principe teruggestuurd naar de afzender. Wanneer de administratie dan de briefwisseling opnieuw naar het juiste adres verstuurt, begint de termijn die eventueel in dat document is opgenomen, opnieuw te lopen.

12.03 **Carl Devlies** (CD&V): Ik heb de staatssecretaris een voorbeeld bezorgd van een belastingplichtige die meerdere brieven ontving van verschillende fiscale diensten. Ik doe een oproep om de diensten op dat punt beter te organiseren.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 11.33 uur.